



# FAJ

FEDERATION OF AFRICAN JOURNALISTS  
FÉDÉRATION DES JOURNALISTES AFRICAINS

## LE JOURNALISME AFRICAIN DANS L'OEIL DU CYCLONE DE LA PANDEMIE

PUBLIÉ PAR LA FÉDÉRATION DES JOURNALISTES AFRICAINS (FAJ)



## 1.0 Introduction

Quelques jours après que le Directeur général de l’OMS, le Dr Tedros Ghebreyesus, a annoncé le 11 mars que le Covid-19 pouvait être qualifié de pandémie, les dirigeants de la FIJ ont commencé à débattre de la convocation d’un groupe de travail de la FIJ issu de toutes ses régions pour discuter de l’impact de la pandémie sur nos syndicats, leurs membres et le journalisme dans les différentes régions et les différents pays. La vidéoconférence a eu lieu le 24 avril, mettant la touche finale à un document intitulé «La Plateforme mondiale de la FIJ pour un journalisme de qualité» qui a finalement été lancé le 29 avril.

Destinée aux affiliés de la FIJ, aux groupes régionaux et à la communauté des médias, la Plateforme a mobilisé en quelques jours le soutien de la Confédération syndicale internationale (CSI) et de toutes les fédérations syndicales mondiales, représentant plusieurs centaines de millions de travailleurs. Au début de la pandémie, la FIJ a proposé une stratégie pour les journalistes du monde entier qui les aiderait, eux et leurs syndicats, à faire face à l’impact sanitaire, politique et économique du Covid-19 et à ses terribles conséquences sur l’ensemble de nos sociétés.

De nombreux affiliés ont très vite mobilisé leurs affiliés, syndicats membres et sympathisants pour impliquer les gouvernements et les employeurs afin de garantir que les journalistes et les travailleurs des médias soient protégés et puissent circuler librement pendant le confinement en faisant leur travail et qu’ils aient les moyens de vivre et de travailler décemment malgré la crise économique causée par le virus.

La Plateforme<sup>1</sup> va au-delà des interventions d’urgence et offre une vision plus large de l’avenir qui doit relancer le secteur des médias, un mélange novateur d’engagements à court et à long terme des gouvernements et des employeurs. Parmi ces mesures figuraient des exigences anciennes, mais aussi d’autres idées innovantes et audacieuses - une taxe sur les revenus réalisés par les GAFAM afin de soutenir les médias de service public, les médias privés et indépendants et les médias nationaux et locaux n’appartenant pas aux multinationales ; mais aussi les entreprises de médias indépendantes, coopératives et à but non lucratif ; et en revitalisant les rédactions dotées d’un personnel suffisant, capables de diffuser des informations fiables. Cette taxe pourrait également aider à la création d’un fonds de protection sociale pour les journalistes précaires (y compris les freelances)..

Alors que des mesures d’aide sont introduites ou débattues dans de nombreux pays, la FIJ a formulé une série de recommandations telles que «le dialogue social et les droits syndicaux qui doivent être respectés, conformément aux conventions de l’OIT»; que «les comptes annuels qui doivent être rendus publics et transparents»; que «les entreprises réservent des sièges au sein de leurs conseils d’administration aux syndicats de travailleurs»; que «les gouvernements réforment les règles de propriété des médias pour permettre un plus grand pluralisme de l’information» et «les lanceurs d’alerte agissant dans l’intérêt public soient protégés par la législation». La Plateforme encourage également les gouvernements à organiser des initiatives d’éducation aux médias pour lutter contre la désinformation et les fausses nouvelles.

<sup>1</sup> [https://www.ifj.org/fileadmin/user\\_upload/Platform\\_EN.pdf](https://www.ifj.org/fileadmin/user_upload/Platform_EN.pdf)

La Plateforme de la FIJ a été largement applaudie et certains affiliés en ont lancé également, soutenus par une campagne politique vigoureuse. Aux États-Unis, la News Guild<sup>2</sup> a lancé une campagne de plaidoyer historique, «Save the News», pour faire pression sur le gouvernement afin d'éviter la crise économique dans les médias.

À peu près au même moment, le National Union of Journalists a lancé au Royaume-Uni sa campagne pour un plan de relance de l'information<sup>3</sup> et en Irlande, la campagne "De la crise sanitaire aux bonnes nouvelles".<sup>4</sup>

La FIJ publie désormais un bulletin hebdomadaire qui rassemble des informations sur les meilleures pratiques des affiliés dans le monde.

## 2.0 Et en Afrique?

Peu de temps après l'annonce officielle de la pandémie, la Fédération Des Journalistes Africains (FAJ), seule organisation panafricaine de journalistes du continent, a convoqué son organe directeur pour discuter de la manière de commander des rapports sur la situation des journalistes, des syndicats et des médias en Afrique. Plutôt que de s'appuyer sur le bavardage mal informé des ONG, la FAJ a entrepris de poser aux affiliés – représentant des dizaines de milliers de journalistes - sept questions spécifiques concernant l'impact dans leurs pays respectifs:

- 1. Quel impact le Covid-19 a-t-il eu sur les travailleurs, et sur les journalistes en particulier? Votre gouvernement a-t-il pris des mesures spécifiques - conseils sur la sécurité au travail, sur la santé et les traumatismes, conseils de la police, recommandations à l'industrie (industrie des médias)?*
- 2. Quelles mesures votre gouvernement a-t-il prises pour faire face à l'impact financier sur l'économie : maintien de l'emploi, revenu garanti, indemnités de maladie, prêts aux entreprises, exonérations d'impôts et de TVA, etc.?*
- 3. Comment les employeurs des médias ont-ils réagi à la crise? Y a-t-il eu des suppressions d'emplois, des congés, des réductions de salaires? Quels médias ont-ils annoncé qu'ils étaient en crise et avaient besoin d'une aide financière? Des groupes de presse ont-elles annoncé des plans de relance?*
- 4. Votre gouvernement a-t-il mis en place un régime spécifique pour les freelances - allocations d'emploi et de soutien, crédits universels ou régimes de soutien du revenu des travailleurs indépendants, fonds pour les difficultés et la résilience des travailleurs indépendants. Avez-vous des informations précises sur le bien-être et la sécurité financière de vos membres freelance?*
- 5. Quel est l'impact de la pandémie sur votre syndicat, vos structures, activités, services, ressources et dispositions sur le lieu de travail? Avez-vous communiqué avec vos membres et à quelle fréquence? Avez-vous publié des directives sur l'un ou l'autre sujet? Avez-vous discuté de la*

2 <https://newsguild.org/life-saving-news-needs-a-stimulus>

3 [www.nuj.org.uk/news/nuj-launches-news-recovery-plan](http://www.nuj.org.uk/news/nuj-launches-news-recovery-plan)

4 <https://www.nuj.org.uk/news/from-health-crisis-to-good-news-a-recovery-plan-for-the-news/>

*crise avec d'autres syndicats ou fédérations sœurs et êtes-vous impliqués dans une initiative conjointe?*

*6. Les gouvernements dans certains pays ont saisi l'occasion pour s'en prendre à la liberté de la presse, en utilisant des prétextes tels que la lutte contre les fausses informations. Existe-t-il des cas où des journalistes ont été ciblés ou l'espace de libre circulation de l'information a-t-il été affecté?*

*7. Votre syndicat a-t-il discuté de l'avenir du secteur des médias, du maintien des emplois et des conditions de travail de vos membres? Avez-vous produit un document expliquant votre vision de la crise et quels sont vos plans pour l'avenir?*

Vingt syndicats ont répondu: SJA, Angola; FESYTRAC, Congo Brazzaville; UJT, Tchad; SPAD, Djibouti; GPU, Gambie; GJA, Ghana; SINJOTECS, Guinée Bissau; AJG, Guinée Conakry; SYNAPCCI, Côte d'Ivoire; KUJ, Kenya; PUL, Liberia; UNIJOM, Mali; SNPM, Maroc; SNJ - Mozambique; SYNPICS, Sénégal; NUSOJ, Somalie; SUJ, Soudan; UJOSS, Soudan du Sud; UJIT, Togo; UJU, Ouganda.

Ils représentent 57% des affiliés de la FAJ/FIJ en Afrique. Avec plus de temps, plus de syndicats auraient participé à ce sondage en ligne, mais le taux de réponse est suffisamment élevé pour être considéré comme représentatif.

### 3.0 La pandémie du Covid-19 en Afrique

Le Covid-19 ne s'est pas propagé de façon aussi exponentielle en Afrique qu'ailleurs dans le monde, et les chiffres restent relativement bas. Le 10 juin, le taux de cas confirmés avait dépassé les 200.000 selon les chiffres de l'OMS publiés le jour même et le nombre de décès a atteint 5.486 dans les 47 pays ayant une population totale de 1 milliard. Le tableau ci-dessous révèle les foyers d'infection qui n'ont cessé de se consolider depuis le début de la pandémie : l'Égypte et l'Afrique du Sud avec plus de 1000 décès; l'Algérie, le Soudan, le Maroc et le Cameroun avec plus de 100. Une dizaine de pays comptabilisent moins de 100 décès quand autant affichent entre 50 et 100 décès; 14 entre 10 et 50; et 20 avec moins de 10 décès, dont cinq (Ouganda, Érythrée, Namibie, Seychelles et Lesotho) n'ont jusqu'à présent déploré aucun décès. Ces données sont confirmées par les bureaux régionaux de l'OMS. Mais n'oublions pas que ces statistiques proviennent des gouvernements et que, par conséquent, dans certains cas, elles peuvent ne pas être exactes.



World Health Organization  
REGIONAL OFFICE FOR Africa

# COVID-19

## WHOAFRICAUPDATE10.06.20

Country	Total cases	Total deaths	Country	Total cases	Total deaths	Country	Total cases	Total Deaths
<b>WHO Africa Region</b>			Niger	974	85	Angola	96	4
South Africa	52,991	1,162	Sierra Leone	1,025	50	Burundi	83	1
Nigeria	13,464	365	Mauritania	1,162	61	Eritrea	41	0
Algeria	10,382	724	Burkina Faso	891	53	Botswana	42	1
Ghana	10,201	48	Chad	844	71	Namibia	31	0
Cameroon	8,312	215	Uganda	775	0	Gambia	28	1
Senegal	4,516	52	Congo	718	24	Seychelles	11	0
Guinea	4,258	23	Cabo Verde	585	5	Lesotho	4	0
DRC	4,259	90	Sao Tome & Principe	514	10	<b>WHOAFRO Total</b>	<b>142,897</b>	<b>3,462</b>
Cote d'Ivoire	3,995	38	Tanzania	509	21	<b>WHO Eastern Mediterranean Region</b>		
Gabon	3,294	21	Togo	497	13	Egypt	35,444	1,271
Kenya	2,989	88	Rwanda	463	2	Morocco	8,408	208
Ethiopia	2,336	32	Malawi	455	4	Sudan	6,242	372
CAR	1,850	5	Mozambique	455	2	Djibouti	4,331	34
Mali	1,586	94	Liberia	383	31	Somalia	2,416	85
Guinea Bissau	1,389	12	Mauritius	337	10	Tunisia	1,087	49
South Sudan	1,606	20	eSwatini	371	3	Libya	332	5
Zambia	1,200	10	Zimbabwe	314	4	<b>Africa Total</b>	<b>201,157</b>	<b>5,486</b>
Madagascar	1,138	9	Benin	339	4			
Equatorial Guinea	1,043	12	Comoros	141	2			

WHO only publishes verified information. Data may reflect differences in reporting methods, retrospective data consolidation, and reporting delays.  
Source: WHOAFRO [09/06/20; 24:00]; WHOEMRO [09/06/20; 18:00]

Alors que les études comparatives font les gros titres, les plus récentes confirment en Afrique un taux de transmission plus lent, en grande partie en raison de facteurs sociaux et environnementaux, et d'une population plus jeune qui a bénéficié de la lutte contre les maladies transmissibles telles que le VIH et la tuberculose qui ont contribué à réduire les vulnérabilités. De nouvelles études ont mis en évidence un scénario plus grave où 83.000 à 190.000 personnes pourraient mourir du Covid en Afrique avec un taux d'infection atteignant entre 29 et 44 millions au cours de la première année de la pandémie. Il faut espérer que ces chiffres ne se vérifient pas, mais la tendance sous-jacente indique que l'épidémie se prolongera sur de nombreuses années.

Certains gouvernements ont déjà commencé à fixer des objectifs pour une réouverture progressive, mais ils resteront cependant liés aux conseils qu'ils reçoivent des institutions médicales mondiales, de sorte que nous pouvons voir qu'ils peuvent annuler leurs actions à court terme si une deuxième vague d'infections oblige à imposer un nouveau confinement.

Cette enquête n'est pas une étude sur la santé, mais il est essentiel de comprendre comment les mesures prises par les autorités et leur impact sur la survie des médias, tels que décrits par les affiliés de la FAJ, pourraient devenir un dispositif incontournable pour les années à venir. Selon le Dr Marshidiso Moeti, Directeur de l'OMS pour l'Afrique, les recommandations de l'OMS, que de nombreux pays suivent à la lettre, continueront de préconiser des mesures de confinement telles que le traçage des contacts, l'isolement, la distance physique tant que le virus «couvrera dans les points chauds de transmission.

## 4.0 Que dit l'enquête de la FAJ?

Le constat dominant montre que le virus a frappé tous les pays de la région alors que les gouvernements se précipitaient pour déployer des programmes de protection spéciale mis en place par les institutions médicales mondiales.

Son impact sur les rédactions et le secteur des médias était invariablement qualifié de «négatif». FESYTRAC, du Congo Brazzaville, a décrit de la meilleure manière que «le Covid-19 a eu un impact négatif dans le secteur des médias, car les libertés fondamentales, le droit au travail, la libre circulation des personnes et des biens étaient restreints par l'état d'urgence sanitaire, le couvre-feu et le confinement de la population». SINJOTECS, de Guinée-Bissau, a estimé que l'impact était «significatif», tandis que le GJA du Ghana l'a décrit comme «ayant un impact dévastateur sur tous les secteurs de l'économie, toutes les dimensions de la vie nationale et toutes les catégories de travailleurs, y compris les journalistes».

### Comment l'état d'urgence a affecté les rédactions

Peu de gouvernements ont abordé les journalistes et les travailleurs des médias différemment du reste des travailleurs et des citoyens. **Plus de 50% des syndicats interrogés ont déclaré que leur gouvernement n'avait entrepris aucun effort spécifique pour atténuer l'impact physique du virus sur les lieux de travail des médias.** «Le gouvernement n'a pas fourni un tel soutien ou des conseils au secteur des médias», a déclaré le GPU (Gambie) et cela a été repris par le SINJOTECS de Guinée-Bissau : «Aucune recommandation spécifique pour le secteur des médias» ; ce qui trouve un écho dans les déclarations de l'UJT du Tchad «un plan d'urgence gouvernemental comprenant un soutien pour opérateurs économiques, une assistance sociale aux groupes vulnérables mais rien pour le secteur de la presse» ; et du SYNAPCCI de Côte d'Ivoire «Le gouvernement n'a jusqu'à présent rien fait pour le secteur des médias, à part fournir quelques masques et autres équipements d'hygiène». Au Maroc selon le SNPM, les journaux n'ont même pas encore reçu les subventions de l'année.

Le GJA, au Ghana, faisait partie d'un groupe de partenaires clés qui ont rencontré des représentants du gouvernement pour aborder les réponses à la pandémie. Cela a été suivi par des ateliers organisés par le ministère de la Santé et le Ghana Health Service, désireux de faire passer leurs messages dans l'éducation des citoyens sur les protocoles de sécurité. L'UJT du Tchad a participé à une structure mise en place par le gouvernement pour la sensibilisation contre le Covid-19 sans participer à la prise de décision.

Les lignes directrices émises par les autorités qui ont eu le plus d'impact ont été pour tous les travailleurs celles concernant la distanciation sociale. **Plus de 75% des syndicats ont déclaré que cela avait entraîné une refonte majeure des conditions de travail des journalistes.** Le GJA, du Ghana, a déclaré que «les directives sur l'éloignement social et la sécurité sanitaire concernant les médias se reflètent dans le faible nombre de journalistes sur les lieux de travail dans le cadre d'un nouveau système de travail en shift, l'utilisation de Skype et d'autres moyens innovants pour des interviews en direct et le port de matériels de protections, notamment par des journalistes qui se rendent sur le terrain». Le KUJ du Kenya a déclaré : «La rédaction a permis aux journalistes de travailler à distance et ceux qui visitent le bureau le font par roulement.» Le PUL du Libéria a déclaré que «les employeurs des médias ont réagi en permettant à la plupart

de leur personnel de travailler à domicile» et l'UJU d'Ouganda a révélé comment «les journalistes devaient concevoir et respecter les directives du ministère de la Santé sur la distanciation sociale et utiliser des webinaires, des téléphones et des vidéoconférences, entraînant des coûts exorbitants.» De nouvelles façons de travailler ont été improvisées partout. Au Soudan du Sud, «certains journalistes travaillent une demi-journée le matin et sont remplacés par leurs collègues l'après-midi.» En Angola, «dans plusieurs médias publics et privés, de nombreux journalistes sont chez eux depuis le 23 mars, date à laquelle l'état d'urgence a été décrété.»

Le Soudan du Sud est le seul pays où le syndicat des journalistes UJOSS a soutenu que le gouvernement «ne respectait pas les règles et les ordonnances de l'OMS sur le Covid-19» et que son seul conseil aux citoyens était de prendre soin d'eux-mêmes sans mesures de quarantaine appropriées, d'où une mauvaise sensibilisation quant à la pandémie.

Un autre impact important des mesures d'urgence des gouvernements a été la restriction de la liberté de circulation des journalistes. Dans l'ensemble, les gouvernements ont commencé par traiter les journalistes comme des citoyens ordinaires sans prendre en compte ce qu'il leur fallait pour faire leur travail de journalistes, ce qu'ils auraient dû faire spontanément. L'UJIT du Togo a bien décrit les journalistes «en première ligne jour et nuit pour informer, sensibiliser et éduquer les citoyens sur la pandémie». Mais l'UNIJOM du Mali a observé que «les mesures préventives telles que le couvre-feu initié par le gouvernement ont sérieusement affecté le travail, en particulier dans le secteur des médias».

En Somalie, le NUSOJ a dû mettre en place une campagne à part entière pour convaincre le Gouvernement fédéral de considérer les journalistes comme des travailleurs clés. De même, au Maroc, le SNPM a dû organiser un important lobbying soutenant l'argument selon lequel les reportages d'intérêt public sur le coronavirus sont essentiels et les journalistes devraient pouvoir organiser ce travail, eux-mêmes et leurs médias. En fin de compte, les autorités ont admis que les journalistes, le personnel et les freelances, y compris les photographes et les rédacteurs, sont essentiels pour fournir aux citoyens des informations précises sur les événements et sur les derniers conseils de santé, et, à ce titre, être autorisés à se déplacer librement en utilisant des cartes de presse comme accréditations officielles notamment pendant les couvre-feux. Le SINJOTECS de Guinée-Bissau a également confirmé que «les professionnels de la communication étaient inclus dans les catégories professionnelles qui peuvent se déplacer librement pendant l'état d'urgence, mais en utilisant un document d'identité autorisé par le ministère de l'Intérieur.»

Aucun chiffre définitif n'a été fourni par les répondants en ce qui concerne la santé des journalistes, sauf en Guinée Bissau où deux journalistes infectés ont été isolés en quarantaine et en Guinée Conakry, qui cite 30 cas positifs parmi les journalistes, mais heureusement aucun décès.

## **Des conséquences économiques désastreuses**

Dès le début de la crise du Covid-19, les institutions financières mondiales ont commencé à sonner l'alarme quant à l'impact du Covid-19 sur l'économie mondiale. La Banque mondiale a récemment décrit cet impact comme «la récession mondiale la plus profonde depuis des décennies ... qui laissera des cicatrices durables en raison d'une baisse des investissements,

d'une érosion du capital humain due à la perte de travail et de scolarisation et de la fragmentation des échanges mondiaux et des liens avec l'offre».

La récession historique de l'économie devrait atteindre 7% et le pronostic pour les marchés émergents et les pays en développement, comme en Afrique, devrait atteindre 2,5%, ce qui représente la plus faible performance de ce groupe depuis au moins 60 ans (Perspectives économiques mondiales de juin 2020). L'OIT a également élaboré ses principaux messages politiques en réponse à la crise autour de quatre piliers: i) relancer l'économie et l'emploi; (ii) soutenir les entreprises, les emplois et les revenus; (iii) protéger les travailleurs sur le lieu de travail et (iv) s'appuyer sur le dialogue social pour trouver des solutions. Si la crise devait se poursuivre, divers pronostics prévoient une situation encore plus désastreuse : les entreprises, qui auront des difficultés à rembourser leur dette et verront leurs coûts d'emprunt augmenter, feront faillites avec défauts de paiement, aboutissant à une chute de la croissance mondiale de près de 8% en 2020.

Dans leurs réponses, les syndicats de journalistes africains ont indiqué que **seulement 60% des gouvernements avaient mis en place des mesures de relance pour soutenir l'activité économique et la croissance**. À Djibouti, un Pacte national de solidarité a été mis en place avec l'aide du PNUD; au Ghana, le FMI a accordé une facilité de crédit rapide de 1 milliard de dollars américains et la Banque mondiale un prêt de 100.000 dollars américains qui a aidé à lancer un Programme de soutien aux entreprises du Programme de lutte contre les coronavirus (CAP) pour les micro, petites et moyennes entreprises; au Mali, un programme d'une valeur de 500 milliards de francs CFA a été mis à la disposition des secteurs d'emploi touchés ; et au Sénégal, un plan d'allègement fiscal d'un montant de 200 milliards de francs CFA a été convenu; au Maroc et en Ouganda, des fonds ont été mis en place et le monde des affaires a été appelé à apporter de l'argent et des aides.

Cependant, la moitié de ces gouvernements ne sont pas allés au-delà de l'initiation du paiement de prêts aux entreprises et des prestations d'assurance pour les travailleurs de la santé (Libéria), de la suspension de la sécurité sociale pour les entreprises (Maroc), de mesures fiscales pour aider les employeurs (Togo), d'exonérations fiscales sur les aliments essentiels (Somalie) et de la réduction d'impôt pour les radios et télévisions privées (Guinée Conakry). Dans ce groupe, certains ont limité leur action à s'occuper des plus durement touchés en aidant à payer les factures d'électricité (Djibouti, Guinée Conakry) et la nourriture des ménages les plus pauvres (Gambie, Somalie). L'enquête a indiqué que 25% des gouvernements n'ont pris aucune mesure pour faire face à l'impact financier du virus sur l'économie.

S'il est clair que, dans tous les pays, l'industrie le secteur des médias a été frappée par les effets du virus, certains étant déjà sous le choc d'une série de coups durs dus à une baisse des ventes et à une perte de publicité, **seuls 20% des gouvernements ont répondu spécifiquement à la crise des médias d'information**. En Côte d'Ivoire, le gouvernement a annoncé un fonds de soutien, mais les détails restent inconnus. Au Sénégal, le gouvernement a doublé l'aide à la presse de 700 millions de francs CFA à 1,4 milliard et a annoncé un fonds spécial pour soutenir les entreprises et le secteur des médias. Au Togo, le gouvernement a augmenté l'aide à la presse de 50%, de 100 à 150 millions de francs CFA, alloués à 180 organes de presse, huit chaînes de télévision et 56 stations de radio. Quatre organisations d'employeurs



ont reçu du gouvernement, parallèlement à l'aide d'État à la presse, 20 millions de francs CFA pour lancer une campagne de plaidoyer et 45 millions de francs CFA de la délégation de l'Union européenne pour contribuer à la sensibilisation à la pandémie. Rien de tout cela n'a directement profité aux journalistes. Dans une autre initiative importante, le gouvernement kenyan a annoncé la plus forte impulsion initiative à ce jour en allouant 1 million de dollars aux médias communautaires pour les maintenir à flot.

Bien que la grande majorité des gouvernements refusent toujours de puiser dans leurs réserves pour soutenir le journalisme et les journalistes, il convient de mentionner que certains, comme le Mozambique et l'Angola, par décret exécutif, ont pris des mesures pour protéger les emplois des journalistes et les professionnels des médias.

## **Licenciements, fermetures et indignation au sujet des salaires: la crise dans nos rédactions**

Il va sans dire qu'il serait surprenant qu'aucun employeur du secteur des médias n'ait profité de cette crise pour réorganiser la façon dont le travail est effectué et, notamment, réduire sa masse salariale, faire des économies et créer une main-d'œuvre plus flexible et souple. C'est exactement ce que beaucoup font, déclenchant un régime de peur où les vagues d'attaques contre les conditions de travail des journalistes se succèdent. Un large éventail d'éditeurs et de médias de grande et moyenne taille ont commencé à mettre en œuvre des plans de réduction des coûts consistant en des congés payés non rémunérés pour un nombre important de membres du personnel et des salaires réduits pour d'autres.

### **Près de 100% des répondants ont décrit cet assaut sur les emplois dans les termes les plus explicites.**

Il n'y a qu'un seul pays, Djibouti, qui n'est pas affecté. «Les médias appartiennent tous à l'État. En conséquence, il n'y a eu ni suppressions d'emplois ni réductions de salaire.» (SPAD, Djibouti)

Partout ailleurs, les vagues massives de licenciements sont allées au-delà de la tragédie personnelle et institutionnelle pour devenir le plus grand ralentissement de l'histoire du journalisme africain.

«Une crise sans précédent dans le secteur des médias est prévue. Presque toutes les entreprises du secteur ont déjà annoncé le licenciement de travailleurs, y compris des journalistes». (SJA, Angola)

«L'ensemble de la presse privée, qui représente plus de 90% de l'espace médiatique, subit la crise de plein fouet... De nombreux journaux ne paraissent plus ou paraissent brutalement lorsqu'une opportunité d'être imprimés leur est offerte; d'autres changent même leur format de tabloïd en A4". (UJT, Tchad))

«Il y a eu des suppressions d'emplois dans quelques groupes de presse bien qu'elles n'aient pas encore annoncé publiquement de crise". (GPU, Gambie)

«Face à la baisse ou à la disparition des revenus publicitaires, les journalistes du secteur privé sont licenciés en masse sans indemnité. Beaucoup de ceux qui ont été gardés à la rédaction n'ont pas été payés depuis des mois". (GJA, Ghana)

“Au Maroc, «la plupart des entreprises de presse ont réduit les salaires de leurs employés de 20 à 50 % : Al Massae (50 %) ; Horizon (50 %) ; Assabah (20-30 %) ; Al Ayam (30 %) ; le groupe Le Matin (5-20 %)”. (SNPM)

“Tous les groupes de médias au Kenya ont imposé des réductions de salaire en consultation avec le syndicat.» (KUJ, Kenya) [voir ci-dessous]

“Tous les groupes de médias au Kenya ont imposé des réductions de salaire en consultation avec le syndicat”. (KUJ, Kenya) [voir ci-dessous]

“Environ 35% des journalistes et techniciens ont été mis au chômage technique avec seulement 70% de leur salaire”. (SYNPICS, Sénégal).

“Le Soudan est maintenant sans journaux après la suspension de 21 quotidiens”. (SUJ Soudan).

“Même en l’absence de licenciement de journalistes, les syndicats ont décrit des journalistes vivant dans une zone crépusculaire et craignant un avenir incertain.

“Les médias indépendants sont au bord de la faillite en raison du faible revenu qu’ils perçoivent». (NUSOJ, Somalie)

“Tous les médias traversent une crise financière profonde, mais jusqu’à présent, aucun n’a réduit les salaires de ses employés». (Sinjotecs, Guinée-Bissau)

“Aucun rapport sur les suppressions d’emplois, y compris la réduction des salaires. Cependant, presque tous les médias se sont plaints de difficultés et ont demandé de l’aide pour les maintenir opérationnels». (PUL, Liberia)

“Jusqu’à présent, aucune entreprise de médias n’a annoncé publiquement qu’elle voulait réduire le nombre de travailleurs ou réduire les salaires. Mais c’est l’intention de certains employeurs, en particulier dans le secteur privé”. (SNJ, Mozambique)

À ce jour, aucun média n’a fermé. Seuls les employeurs ont réduit leur horaire de travail». (UJIT, Togo)

### **“Des freelances oubliés”**

Dans presque tous les pays, les freelances ont été exclus de toute négociation et de tout plan. Cela a été mieux exprimé dans les réponses du SYNAPCCI, Côte d’Ivoire: “Nos membres freelance sont seuls” ; L’UJU, Ouganda : “De nombreux freelances ont été renvoyés chez eux sans aucun salaire et y sont toujours bloqués sans argent” ; et le SNPM, : “Les free-lances n’ont reçu aucune compensation. Jusqu’à présent, la situation reste mystérieuse pour eux”.

### **Comment les organisations de journalistes survivent-elles?**

Certaines activités telles que les congrès ou les réunions de dirigeants et de militants ont été retardées ou annulées en raison de l’état d’urgence et du confinement. Dans de nombreux cas, les syndicats ont joué un rôle plus solide que les employeurs, impliquant les institutions gouvernementales sur les questions de survie du journalisme et surveillant les conditions de travail de leurs membres, fournissant même des conseils sur la sécurité et des conseils sur

toute une gamme de questions allant de la sécurité à l'éthique en passant par le droit du travail. Dans de nombreux pays, ils ont obtenu et distribué des équipements de prévention tels que des masques faciaux et des désinfectants pour les mains.

Deux syndicats se démarquent : ils ont négocié la sauvegarde d'emplois et de salaires dans des conditions difficiles. Le KUJ (Kenya) a poursuivi deux sociétés de médias en justice pour les forcer à traiter les réductions de salaires qu'elles voulaient imposer comme des dettes que les sociétés devraient rembourser une fois la normalité revenue. Il a gagné. La deuxième réalisation a été la négociation d'un protocole d'accord avec la fédération des employeurs pour éviter les licenciements obligatoires et négocier une procédure pour convenir d'autres mesures de réduction des coûts.

Quant à l'UJU Ouganda, bien qu'il se soit battu pour protéger les emplois et les salaires, certains employeurs tels que le groupe Vision, qui possède de nombreux quotidiens et hebdomadaires du pays, ont cherché à réduire de 40% les salaires des rédacteurs, secrétaires de rédaction et éditeurs, 40% pour les mieux payés, et 30% pour ceux qui ont des bas salaires. Dans le cas d'une autre entreprise, le Nation Media Group, l'UJU a sollicité le soutien de sa centrale syndicale, l'Organisation nationale des syndicats (NOTU) pour aider à empêcher le licenciement de journalistes. Les stations de radio ont connu la pire baisse de salaire - 50% - à la radio Sanya FM. Un nombre croissant de groupes de presse sont de plus en plus menacés, a déclaré le syndicat.

## 5.0 La voie à suivre

Alors que les journalistes et leurs dirigeants et militants débattent de ce qui serait nécessaire pour assurer la survie du journalisme, les employeurs restent paralysés et incapables de proposer de grandes idées, en dehors de faire des déclarations apocalyptiques. Au Mali, par exemple, l'Association des éditeurs de presse privée (ASSEP) prévoit que la presse perdra près de 3 milliards de francs CFA en deux mois si rien n'est fait.

Le Congo Brazzaville semble être l'exception après que les rédacteurs en chef et les responsables de la diffusion ont convaincu le gouvernement de créer un fonds. Il a trouvé 100 milliards de francs CFA. L'Union des journalistes tchadiens a célébré la Journée mondiale de la liberté de la presse 2020 dans un format de «réflexion et de consultation» impliquant tous les médias et le résultat a été soumis au gouvernement.

Ailleurs, l'image est assez désespérée. Au Ghana, aucune des groupes de presse concernés n'a proposé de programme de redressement, même si le syndicat a fait allusion à des plans de recalibrage des médias. Au Soudan du Sud, aucun média n'a annoncé de plan de relance bien que la situation financière de certains médias risque de se détériorer.

Une fois le confinement terminé, la plupart des syndicats se sont engagés à prendre l'initiative de lancer des campagnes pour sauver le journalisme dans leur pays.

## FAJ: UNE SEULE VOIX POUR LES JOURNALISTES AFRICAINS

La Fédération Des Journalistes Africains (FAJ), l'organisation panafricaine de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), propose que tous les journalistes africains n'ait qu'une seule voix pour la défense de leurs droits sociaux et professionnels.

Fondée en 2007, la FAJ apporte son soutien et sa solidarité aux syndicats et associations ayant un mandat pour promouvoir le développement des syndicats dans le secteur des médias en Afrique; pour les questions professionnelles; pour protéger et défendre la liberté d'expression, le droit à l'information et les droits de l'homme, tels que définis dans la Déclaration des principes de la liberté d'expression en Afrique.

### FÉDÉRATION DES JOURNALISTES AFRICAINS (FAJ)

IFJ Africa Regional Office

Maison de la Presse 5,  
Rue x Corniche, Medina BP 64257,  
Dakar, Senegal

[ifjafrique@ifjafrique.org](mailto:ifjafrique@ifjafrique.org); [faj@fajafrique.org](mailto:faj@fajafrique.org)

+221 33 867 95 87